

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 381 GUATEMALA: REMOUS POLITIQUES AUTOUR D'UNE DECLARATION
DU CARDINAL CASARIEGO SUR LES ELECTIONS

C'est en février 1978 qu'auront lieu les élections présidentielles pour remplacer le général Laugerud, actuel président de la République depuis 1974.

Prenant prétexte des événements d'El Salvador, pays voisin (cf. DIAL D 375), le cardinal du Guatemala a, en mars dernier, envoyé une lettre à ses prêtres pour les mettre en garde contre une "ingérence cléricale" dans les affaires politiques et leur rappeler leur mission de "sauver les âmes". Natif d'Espagne, ancien résident au Salvador pendant trente-cinq ans, le cardinal Casariego est archevêque de Ciudad de Guatemala depuis douze ans. Il est connu pour ses positions conservatrices. C'est ainsi, par exemple, qu'absent au moment où les quinze autres évêques du pays avaient rédigé une lettre pastorale dénonçant, entre autres, la corruption suite au tremblement de terre de février 1976, le cardinal avait désavoué cette prise de position dès son retour.

Nous donnons ci-dessous: 1) le texte de sa lettre à propos des élections présidentielles à venir; 2) la réplique énergique de la Confédération des religieux du Guatemala; 3) le soutien apporté au cardinal par un groupement de grands propriétaires d'El Salvador, qui avait été accusé quelques semaines auparavant d'avoir ordonné l'assassinat du P. Rutilio Grande, jésuite salvadorien (cf. DIAL D 370).

Enfin, en 4), nous publions en complément le texte d'une lettre imaginaire publiée par les étudiants du Guatemala, pour illustrer la répression tragique qui sévit dans le pays depuis de longues années; selon le rapport d'Amnesty International de décembre 1976 consacré au Guatemala, plus de 20.000 personnes ont été enlevées ou exécutées depuis 1966.

(Note DIAL)

1- Lettre du Cardinal Casariego à propos des élections (19 mars 1977)

LETTRE RESERVEE AU CLERGE DU DIOCESE ET A CELUI DE LA PRELATURE D'ESQUIPULAS

Guatemala de la Asunción, le 19 mars 1977

Cher Révérend Père,

IL me semble opportun d'écrire aux prêtres, avec une certaine avance, sur un sujet très important: les élections prochaines qui permettront à tous les guatémaltèques aptes à exercer le droit de vote d'élire les autorités qui seront appelées à accéder au pouvoir en 1978.

Dans ces luttes politiques qui voient se déchaîner les passions et les ambitions, l'Eglise veut montrer ce qu'elle est réellement à travers l'attitude d'indépendance qui doit être la sienne car l'Eglise et le prêtre, en tant que

son ministre, ne peuvent, de par leur nature propre, se manifester en faveur d'aucun parti politique. A titre privé et dans les affaires privées, le prêtre peut donner son avis sur des sujets politiques, mais il n'a aucunement le droit d'exposer sa manière de penser ou une idéologie déterminée à l'intérieur de l'église et en cours de prédication. S'il le faisait, il commettrait une escroquerie envers le Christ, ainsi qu'envers l'Eglise fondée par lui et envers les fidèles qui lui ont été confiés. Ce serait un manque très grave d'honnêteté et de loyauté, une faute contre la liberté légitime des consciences ainsi qu'une ingérence cléricale dans le domaine des laïcs.

Les catholiques doivent en conscience voter pour les candidats les meilleurs.

Nous devons être très précautionneux devant la joute électorale qui approche, de façon à éviter des situations délicates et douloureuses, préjudiciables à l'ensemble du clergé, comme celles qui se sont produites ailleurs. Sans aller très loin, il suffit de mentionner le cas récent de la République d'El Salvador où plusieurs prêtres ont été expulsés du pays parce qu'ils s'écartaient de leur mission et se lançaient dans la politique partisane et sectaire. L'Eglise et ses ministres n'ont aucune raison d'être contre les autorités constituées, de même qu'il n'est pas de leur compétence de déterminer si elles sont légitimes ou non. C'est un domaine qui relève exclusivement des laïcs. Nous avons, comme prêtres, un message universel: il n'y a pour nous ni droite ni gauche, sans pour autant avoir la naïveté de penser que le marxisme et le socialisme - sous quelque étiquette qu'il se présente - peuvent aller de pair avec le christianisme. Notre mission consiste à sauver les âmes. Ce que nous avons appris de l'Eglise, c'est le respect des autorités. En tant que citoyens, nous devons nous soumettre aux lois du pays. Et tout cela nous oblige sérieusement à ne pas permettre qu'on nous confonde avec un parti, un courant de pensée ou un groupe, car nous serions automatiquement considérés avec suspicion et nous deviendrions des innocents utiles au profit d'intérêts opposés et au détriment grave de notre responsabilité librement consentie. Frères prêtres, ne nous gonflons pas d'orgueil et ne succombons pas aux illusions des meneurs de foule et des prouesses sociales qui ne peuvent que déboucher, tôt ou tard, sur la plus triste des faillites spirituelles et matérielles.

En vous invitant instamment à accueillir ces normes et à les faire vôtres, parce qu'elles sont profitables au peuple de Dieu que nous servons, je vous adresse mes cordiales salutations et ma bénédiction in Domino.

P. Mario cardinal Casariego, C.R.S.
archevêque métropolitain de Guatemala
et prélat d'Esquipulas

2- Réponse de la Cpnfédération des religieux de Guatemala (31 mars 1977)

EXTRAIT DES CONCLUSIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA CONFEDERATION DES RELIGIEUX DE GUATEMALA (CONFREGUA)

(...)

L'heure présente est d'une gravité extrême. A propos des événements récents, les évêques d'El Salvador ont déclaré il y a quelques jours(1): "... C'est là "une analyse simple et indépendante de toute idéologie concrète. Ce n'est "rien d'autre qu'un jugement moral jailli du profond de la foi chrétienne: les "choses ne peuvent continuer ainsi. Nous ne pouvons continuer de répondre com- "me Caïn, en paroles sinon dans les faits: 'Suis-je par hasard le gardien de

"mon frère?" (Genèse 4, 9)... C'est là le péché fondamental que, comme pas-
"teurs, nous devons dénoncer. On ne peut ignorer le peuple ni jouer avec lui
"et avec ses espoirs. Tant qu'on ne s'appliquera pas résolument et efficace-
"ment à régler le problème de la distribution de la richesse et de la terre,
"de la participation politique, de l'organisation de la société rurale et ur-
"baine, c'est la condition de citoyens et de fils de Dieu qui continuera d'ê-
"tre ignorée.

"On ne peut nier que l'Eglise et les chrétiens passent par une phase de
"conversion, douloureuse mais réelle. Depuis le Concile Vatican II et surtout
"Medellin, ils prennent conscience du "Non!" tranchant que Dieu dit devant
"notre péché d'omission; nous en sommes venus, dans une plus ou moins large
"mesure, à collaborer nous aussi à l'avènement d'une société plus humaine qui,
"pour nous chrétiens, est l'approche du royaume de Dieu.

"Dans notre pays, comme aussi dans de nombreux autres d'Amérique latine,
"chaque fois que les chrétiens et l'Eglise ont été fidèles à leur mission pro-
"phétique de dénonciation du péché, et fidèles aussi à l'oeuvre positive de
"collaboration pour l'édification d'une société plus juste dans laquelle il
"est réellement tenu compte des défavorisés et des marginalisés, qu'ils soient
"paysans, ouvriers, indiens ou habitants des bidonvilles, chaque fois la réac-
"tion a été la même: le pouvoir s'est retourné contre les chrétiens et il y a
"eu des morts, des disparitions, des expulsions et des menaces."

Ce message est clair. Mais nous comprenons encore mieux la gravité de l'
heure présente quand nous voyons qu'une semaine après la publication d'une
telle lettre pastorale, l'évêque qui est le frère de ces pasteurs d'El Salva-
dor, l'archevêque de Guatemala, le seul cardinal d'Amérique centrale, écrit
une lettre à ses prêtres pour les exhorter à ne pas vivre le témoignage de
Jésus, à s'accommoder d'une situation d'injustice qui crie vers le ciel et
à rester bouche close. C'est notre devoir de dire: nous ne pouvons pas! "Je
ne peux me taire. Je ne peux rester indifférent devant la souffrance de tant
de gens..." Je ne peux me taire à cause de l'Evangile de Jésus-Christ.

Que le Seigneur Jésus nous accompagne et bénisse la CONFREGUA afin que,
comme religieux de Guatemala, nous vivions à fond par toute notre vie le cha-
risme du témoignage porteur de l'espérance de résurrection, annonciateur d'un
royaume de liberté et de paix pour tous nos frères.

(...)

Guatemala, le 31 mars 1977

3- Soutien des grands propriétaires d'El Salvador au cardinal de Guatemala (16 avril 1977)

LE "FRONT DES AGRICULTEURS DE LA REGION ORIENTALE" (FARO) FELICITE LE CARDINAL
CASARIEGO (Placard publicitaire dans "La Prensa Gráfica" du 16 avril 1977)

Dans des déclarations antérieures, FARO a dénoncé des faits concrets de
violence pratiqués par la Fédération Chrétienne des Paysans Salvadoriens (FECCAS)
et l'Union des Travailleurs Agricoles (UTC) qui sont des groupes organisés
par les jésuites. Il a dénoncé les sermons d'incitation à la violence et à la
subversion que font tous les jours certains curés dans plusieurs endroits du
pays. Et il a révélé que ces groupes organisés par les jésuites avaient fait
alliance avec d'autres organisations, communistes ou dirigées par des commu-
nistes.

Dans ses déclarations, FARO a également exigé du clergé qu'il cesse d'intervenir dans la politique et qu'il se contente d'exercer sa fonction religieuse constitutionnelle; qu'il arrête d'inciter à la violence; qu'il ne prêche plus le mépris des lois et des autorités constituées; et que, pour appliquer la Constitution et les lois en vigueur à l'encontre des curés étrangers qui les violent, le gouvernement ne doit pas consulter au préalable l'évêque. Et FARO a posé la question de fond: laisserons-nous les jésuites faire la loi dans le pays?

Dans sa déclaration intitulée "Innocence de Mgr Chávez y González?" (2), FARO a écrit: "La tolérance, la subtilité, l'ambiguïté ou l'innocence de Mgr Chávez y González causent un très grave préjudice à l'Eglise et à notre peuple, en raison du confusionisme inacceptable dont ses comportements sont l'occasion."

A cause de ses déclarations, FARO a été accusé en chaire et à "Radio Voz Panamericana", traité de calomniateur et d'ennemi de l'Eglise, et qualifié avec insistance de dépendant et adjoint de l'ANEP (3).

Par bonheur, "El Diario de Hoy" du 6 courant publie des passages de la lettre que le cardinal Mario Casariego a adressée aux prêtres du Guatemala à l'occasion de la prochaine campagne électorale dans ce pays-frère. Le cardinal Casariego déclare à ses prêtres, entre autres choses:

"Dans ces luttes (4) qui voient se déchaîner les passions et les ambitions, l'Eglise veut montrer ce qu'elle est réellement à travers l'attitude d'indépendance qui doit être la sienne car l'Eglise et le prêtre, en tant que son ministre, ne peuvent, de par leur nature propre se manifester en faveur d'aucun parti politique."

"Nous devons être très précautionneux devant la joute (5) qui approche, de façon à éviter des situations délicates et douloureuses, préjudiciables à l'ensemble du clergé, comme celles qui se sont produites ailleurs. Sans aller très loin, il suffit de mentionner le cas récent de la République d'El Salvador où plusieurs prêtres ont été expulsés du pays parce qu'ils s'écartaient de leur mission et se lançaient dans la politique partisane et sectaire."

"Frères (6), ne nous gonflons pas d'orgueil et ne succombons pas aux illusions des meneurs de foule et des prouesses sociales qui ne peuvent que déboucher, tôt ou tard, sur la plus triste des faillites spirituelles et matérielles."

Vu l'identité des notions fondamentales contenues dans les paragraphes cités avec les notions également fondamentales telles qu'elles sont exposées et répétées par FARO, nous avons tout lieu d'être hautement satisfaits, d'autant plus que cela nous permet de montrer à l'évidence au peuple salvadorien que FARO a correctement parlé quand il a censuré ceux qu'il devait censurer; qu'il n'était pas ni n'est l'ennemi de l'Eglise catholique, pas plus que celui des bons prêtres qui respectent les lois et s'en tiennent à leur fonction religieuse.

Par ailleurs, la voix claire et ferme du cardinal Casariego, Prince de l'Eglise, et le plus haut dignitaire du clergé en Amérique centrale, est l'exemple le plus splendide et le plus digne donné à la haute hiérarchie de l'Eglise catholique d'El Salvador sur la façon dont elle doit se prononcer sans "subtilités" ni "ambiguïtés" qui, comme FARO l'a déjà dit, causent "un très grave préjudice à l'Eglise et à notre peuple, en raison du confusionisme inacceptable dont ses comportements sont l'occasion."

(2) Archevêque de San Salvador jusqu'en fin janvier 1977 (NdT).

(3) Association nationale de l'entreprise privée (NdT). (4) Manque: "politiques" (NdT). (5) Manque: "électorale" (NdT). (6) Manque: "prêtres" (NdT).

Et pour éviter toute ambiguïté ou subtilité, FARO redonne les éclaircissements qu'il a publiés dans les journaux du 23 mars: FARO est totalement indépendant de l'ANEP (3). L'ANEP n'a rien eu, vraiment rien eu à voir avec les déclarations faites par FARO depuis le 29 novembre de l'année dernière jusqu'aujourd'hui. L'ANEP n'a jamais eu connaissance au préalable de toutes ces déclarations qui ont été décidées, faites, payées, aujourd'hui encore et sans grandes ressources, uniquement et exclusivement par FARO.

FARO est heureux d'adresser ses chaleureuses félicitations à l'illustrissime cardinal Mario Casariego pour son attitude noble et courageuse en faveur de l'Eglise catholique "telle qu'elle est réellement", tout à fait semblable à celle du Christ saisissant le fouet pour chasser les pharisiens - les falsificateurs de la religion - qui avaient occupé la Maison du Seigneur.

Le Conseil de coordination nationale de FARO

4- "Lettre d'un guatémaltèque arrivé au paradis" (1977)

MAMAN, ILS M'ONT TUE

Petite maman toute belle,

Je t'écris cette lettre du ciel. Bien que je sois au paradis, mon âme est toujours en colère, mon âme est toujours fâchée parce que sur la terre tout continue comme avant. L'exploitation injuste de l'homme et la mauvaise distribution de la richesse.

Je t'écris cette lettre pour que tu sois rassurée, pour que tu ne me cherches plus dans les prisons, ou dans les hôpitaux. Pour que tu ne cherches plus mon cadavre dans les rivières, le long des routes ou dans les stades. Il ne faut plus pleurer, maman! Ne me cherches plus, je suis au ciel!

Petite maman toute belle, le jour où j'ai disparu, tu as dit aux journaux: "Rendéz-moi mon enfant, c'est un homme bon, il n'a rien fait de mal." Tu as dit la vérité, maman! J'ai été bon sur la terre et je continue d'être bon au ciel puisque je continue à vouloir la justice sociale, la vraie.

Le directeur de l'Institut me disait de ne pas faire de bêtises, de changer d'idées, de ne pas me rebeller. Et quand je m'emportais dans la discussion, il finissait par dire sèchement: "Toi aussi, comme les autres, tu as subi leur lavage de cerveau!"

Maman, personne ne m'a fait de lavage de cerveau. C'est l'injustice qui m'a appris à avancer sur le chemin de la vérité. Le dialogue quotidien avec les bas salaires, avec la hausse du coût de la vie, avec l'expulsion des paysans, avec la répression, et pour finir avec toutes les astuces des puissants, voilà ce qui m'a fait devenir humain et bon. C'était pas possible de rester sans rien faire devant cette maudite caravane chargée de corruption! A cause de tout ça, maman, j'ai tenu ma place, j'ai occupé la radio, j'ai occupé le journal, et même la tribune.

Le jour où ils m'ont pris, maman, ils m'ont emmené dans un endroit inconnu. Là ils m'ont dit qu'ils allaient me faire payer parce que j'étais un subversif, un agitateur, un communiste. Quel mensonge, maman! Mes activités, je les ai toujours menées au grand jour, dans le respect de la constitution et des lois. Mon seul crime a été de montrer, par tous les moyens possibles, qu'il y avait la famine, qu'il y avait les salaires injustes et qu'il fallait une meilleure distribution de la richesse.

Pire, maman! Je te voyais courbée pour laver le linge des autres, et pour ça on te payait trois fois rien. Alors j'ai été à la radio, au journal, à la tribune pour te défendre, petite maman, toi et tout le peuple qui est aujourd'hui étouffé par une minorité.

Je me rappelle quand tu disais: "C'est la volonté de Dieu, mon enfant, nous n'y pouvons rien!" Je savais que c'était pas vrai, que tu disais ça rien que pour me manifester ton amour maternel.

Je sais que je t'ai fait beaucoup de peine, mais la liberté et la dignité ne s'obtiennent pas sans grands sacrifices.

Petite maman chérie, je ne suis pas mort puisque je suis toujours en colère. J'ai soif de justice et je serai toujours vivant tant que le peuple conservera l'espoir libérateur.

Maman, tu sais maintenant qui m'a tué, mieux: qui^a cherché à me tuer. Ce sont eux, maman, les mêmes qui ont assassiné le Maître des Maîtres... Jésus-Christ!

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 150 F - Etranger 175 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249